

Le 7 avril 2014

## Lettre aux Quimpérois

J'ai remis au maire de Quimper ma démission de conseiller municipal et par voie de conséquence de conseiller communautaire. Le résultat de l'élection du 30 mars a été net dans son ampleur. Mon devoir est d'en tirer cette conclusion pour moi-même.

Je dois aux Quimpérois quelques analyses et commentaires sur ce scrutin. J'ai refusé de réagir sur le coup et à chaud. J'avais besoin d'un temps de recul. J'ai refusé de me plier aux exigences du système médiatique et des réseaux numériques. Je continuerai à préférer la réflexion à l'impulsion. Chacun, je pense, le comprendra.

Le résultat est-il sévère ? Il ne faut pas porter ce jugement. Léon Blum disait que l'ingratitude est un droit du suffrage universel. Un score ne s'apprécie pas avec des sentiments affectifs. Il se constate et se respecte, parce qu'il exprime un choix et une volonté de l'ensemble des citoyens.

Une chose est sûre : le résultat quimpérois est emporté par ce tsunami électoral qui frappe la grande majorité des communes de France, gérées par la Gauche. Même les maires sortants et candidats qui conservent leur siège connaissent une forte régression par rapport à 2008.

Pourquoi cela ? Il y a toujours une forte attente quand la Gauche accède à la direction du pays. Elle distribue soit du temps, soit de l'argent, parce qu'elle est habitée par l'idée de justice sociale et de redistribution de la richesse nationale. Rien de tel cette fois. Le pays était en faillite avait avoué un Premier Ministre. Alors la Gauche, le Président, le Gouvernement ont déçu. François Hollande avait pourtant peu promis pendant sa campagne. Mais les attentes de beaucoup de Français se sont projetées sur lui et transformées en promesses de sa part, même s'il ne les faisait pas. Au contraire le temps est à demander des efforts à tout le monde, par l'impôt ou la réduction de la

dépense publique. Notre système social a été financé de 1945 à 1975 par une croissance annuelle forte. De 1975 à nos jours, il l'est de plus en plus par la dette et on est arrivé au maximum du possible. Le coup de frein est pénible et souvent incompris. La facture a été payée dans les urnes de mars.

Faut-il incriminer les fameux « couacs » gouvernementaux et parlementaires ? Ils ont forcément eu leur rôle, permettant un procès en amateurisme largement repris par la Droite et de nombreux journaux. Mais pour ne pas être repris par ces derniers, il ne faut pas donner prise. Ce qui fut pourtant fait.

Dans un tel résultat électoral, il y a obligatoirement sa part de sujets locaux. Ils ne sont d'ailleurs pas les mêmes pour chaque citoyen. Transports diront les uns, rythmes scolaires évoqueront certains. Et bien d'autres encore car les thèmes de mécontentement ou d'insatisfaction ne manquent pas. Je laisse à chaque commentateur le soin de faire le tri dans tout cela. Je ne m'y risque pas. A titre personnel, je défends toujours les projets quand j'ai la conviction qu'ils servent l'intérêt général et construisent l'avenir de la ville. J'ai pu m'y prendre mal mais je ne renie rien. Quand je me retourne vers le passé, je constate que beaucoup de réalisations contestées sont aujourd'hui plébiscitées et personne ne se risquerait à les remettre en cause. L'aménagement des deux places Laënnec et Saint-Corentin ont donné lieu à une hostilité violente, personne ne regrette ce choix aujourd'hui. Plus récemment, l'embellissement de la place Terre au Duc et l'aménagement du Parc de la Providence ont suscité une opposition résolue. Qui songe à revenir en arrière ? J'ajoute qu'un maire ne peut pas être un responsable hésitant ou balloté par le dernier qui a parlé. J'assume complètement cette approche du mandat de maire au risque qu'il soit un inconvénient sur le plan électoral.

Je me suis interrogé sur ce point : et si j'en avais trop fait ? N'ai-je pas trop lancé de projets à la fois, entraînant une addition d'inquiétudes et bousculant trop d'habitudes ? J'ai trouvé une ville immobile et statufiée en 2008. J'ai voulu lui redonner du mouvement. Ai-je eu trop d'ambition pour la ville ? J'ai entendu ces derniers mois beaucoup d'expressions tendant à arrêter beaucoup de projets : le contrat de pôle de la gare au motif que le TGV n'arriverait pas ce qui est faux, le Bus à Haut Niveau de Service c'est-à-dire le schéma transports, le pôle multi-modal de la

place de la Résistance, le chantier du centre des congrès du Chapeau Rouge, la deuxième tranche du pôle Max Jacob, la réforme des rythmes scolaires qu'il fallait mettre en pause, l'agence de développement qu'il faut rétrécir dans ses fonctions, la société d'économie mixte Quimper-Evènements qu'il faut supprimer ... et quelques autres encore. Je crois pourtant à la nécessité de tout cela. En ce moment, je ressens un goût d'inachevé et j'espère que tout cela ne sera pas rayé et abandonné d'un trait de plume.

Beaucoup d'électeurs m'ont reproché l'alliance avec les écologistes. Nous avons travaillé ensemble pendant 6 ans. Nous partagions un bilan commun. Il n'y avait aucune raison d'interrompre cette collaboration. L'écologie est une nécessité pour nos politiques publiques. Ceux qui s'en recommandent doivent évidemment refuser tout dogmatisme ou tout systématisation. Mais cette exigence vaut aussi pour toute sensibilité de droite comme de gauche.

J'ai aussi beaucoup entendu que je payais mon amitié pour le Président de la République et ma proximité avec lui. Payer une amitié cela supposerait qu'elle ait un prix. Je suis fier de pouvoir travailler avec lui. Les sondages lui attribuent une popularité faible et même très faible. C'était une indication au moment où les électeurs étaient appelés aux urnes. Elle a eu un impact dans le résultat, c'est évident. Mais je continuerai à travailler à ses côtés. Il est amené à décider pour l'avenir de la France, même si les Français se montrent rétifs aux efforts demandés. C'est la noblesse de sa fonction.

Reproche m'a été fait de me rendre dans la capitale un jour et demi par semaine. Rien de choquant à cela. Voilà près de quarante ans que le maire de Quimper exerce des responsabilités nationales, ministérielles, parlementaires à l'Assemblée Nationale ou au Sénat, dans d'importantes associations d'élus. Cet argument a été distillé largement et a sans doute eu son impact. Je n'y pouvais rien et le subissais. Je considérais qu'il était de mauvaise foi et incarnait la conception d'un maire replié, voire enfermé. J'espère pour la ville qu'il n'en sera pas ainsi.

Ainsi se termine pour moi une longue présence au conseil municipal et au conseil communautaire qui m'a valu d'exercer trois mandats de maire. J'espère avoir été utile à Quimper et à ses habitants.

Je suis fier du bilan de toutes ces années. Fier d'avoir contribué à la transformation et à la modernisation de la ville. Fier d'avoir lancé de nombreux projets qui deviendront des chantiers dans les prochaines années. Fier d'avoir embellie la ville année après année. Fier d'entendre dire par tant de monde que Quimper est une belle ville. Ce trésor urbain est un bien commun qu'il est de notre devoir d'entretenir. Fier d'avoir renforcé la communauté d'agglomération dans ses compétences et dans son fonctionnement. Fier d'avoir remis Quimper au cœur de l'animation de la Cornouaille. Fier d'avoir représenté Quimper en Bretagne, en France et aussi en Europe lorsque je siégeais au Parlement Européen. Je partage cette fierté avec toute l'équipe que j'ai animée et conduite pendant cette période. Elle avait la ville au cœur et avec passion.

S'ouvre aujourd'hui pour moi une autre période de ma vie politique. Elle s'exercera sans mandat mais toujours pour Quimper.

Bernard Poignant